



DECLARATION

**DE SON EXCELLENCE MONSIEUR JEAN-CLAUDE GAKOSSO,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA FRANCOPHONIE
ET DES CONGOLAIS DE L'ETRANGER, A L'OCCASION DU DEBAT
GENERAL DE LA 76^e SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE DES NATIONS UNIES**

(New-York, le 27 septembre 2021)

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,**
- **Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Chefs d'Etat !**

L'ONU, faut-il se le rappeler, a vocation à conduire les peuples du monde vers le bien-être collectif et la prospérité; vers la justice, la paix, la sécurité et le développement durable, conformément à sa Charte.

L'ONU reste, tout compte fait, la seule Organisation capable de rassembler toutes les nations autour d'une action collective efficace, aux fins d'atténuer les conséquences de fléaux divers et variés, susceptibles de déstabiliser des pans entiers de l'humanité, si ce n'est l'humanité tout entière.

Même dans les moments les plus difficiles de notre histoire commune, l'ONU a toujours su entretenir la flamme de la solidarité universelle ; elle a toujours su maintenir la mobilisation de la communauté internationale dans la recherche de solutions durables face aux périls collectifs.

Et, c'est bien pour cette raison que mon pays, la République du Congo, a profondément foi et créance en cette Organisation au destin unique dans l'histoire.

Malheureusement, force est de constater que, malgré son engagement louable pour la paix dans le monde, malgré son plaidoyer infatigable en faveur du bien-être de la multitude, chaque année, des millions de personnes continuent de mourir de faim dans le monde. Faute de médicaments, des millions d'autres continuent de mourir de maladies pourtant curables telles que la typhoïde et la malaria.

Et, aujourd'hui, ce sont des milliards de personnes qui manquent de vaccins face à cette pandémie à Covid-19 qui laissera très certainement une empreinte indélébile sur notre siècle.

Une pandémie qui est un redoutable « ennemi commun », s'il en est un aujourd'hui, contre lequel nous devons impérativement mutualiser nos intelligences et nos forces. **Ce n'est que unis et solidaires que nous pourrons vaincre ce virus qui met en péril l'existence même de la vie humaine.** Je le dis en ayant une pensée pour les habitants de cette merveilleuse ville qui nous accueille et qui en a tant souffert.

Dans mon pays, dès l'apparition des premiers cas Covid, le Gouvernement a vigoureusement pris le taureau par les cornes. A ce jour, il a procédé, à la **vaccination complète d'un peu plus de 180.000 personnes**, soit près de 5,21 % de la population du pays.

C'est ici l'occasion d'exprimer nos vifs remerciements à tous les pays amis, à tous les Partenaires techniques et financiers qui ont favorisé l'accès de mon pays aux vaccins, à travers des dons directs, ainsi que par le biais de différentes initiatives, dont les initiatives **COVAX** et **AVAT**.

Monsieur le Président,

Il y a six ans, en 2015, dans cette même enceinte, portés comme par un élan collectif de solidarité, nous nous étions résolus à inscrire la lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé pour tous parmi les principaux défis à relever. Nous nous étions engagés à œuvrer ensemble pour intensifier l'éducation des couches sociales les plus défavorisées dans le monde.

Les Objectifs de Développement Durable que nous avons alors adoptés, constituaient en ce sens, les bases d'un développement intégral de l'ensemble de la population de la planète, avec la noble ambition de ne laisser personne sur le bord de la route.

Malheureusement, les écarts entre pays riches et pays pauvres n'ont fait que s'exacerber. Dans beaucoup de région du monde, des inégalités insoutenables ont aggravé la pauvreté. Il y a là un vrai défi à relever, qui touche à la crédibilité même des Nations Unies auprès des peuples du monde.

Monsieur le Président,

Le Gouvernement de la République du Congo, se réjouit du retour des Etats-Unis d'Amérique dans l'Accord de Paris, cet instrument capital qui engage la Communauté internationale dans sa lutte contre les déséquilibres environnementaux liés aux changements climatiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 75/217 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, relative à la **Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures, la République du Congo, mon pays, a réalisé des avancées significatives**, avec un accent particulier mis sur l'adaptation.

Des études scientifiques sont actuellement menées, qui portent sur la vulnérabilité des forêts et des écosystèmes fragiles, sur la pratique de l'agriculture en zone de savane, sur la lutte contre les érosions et les inondations cycliques.

Ces études visent à donner des réponses appropriées au défi du changement climatique, à renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des populations locales face à ces mutations environnementales dont nous voyons la fulgurante accélération.

Dans le registre de la préservation de la biodiversité, mon pays a lancé, en février dernier, l'initiative dite *Biodev 2030*. Une initiative dont la vocation est notamment d'encourager des financements conjoints, *Secteur privé-Société civile*, de projets liés à la préservation de la biodiversité.

Par ailleurs, la République du Congo réitère, par ma voix, son appel aux différents partenaires au développement à investir fortement dans le financement durable et à s'investir dans la gestion intelligente de ces tourbières qu'abrite le Bassin du Congo et dont le soubassement, à en croire les scientifiques, pourraient séquestrer plusieurs milliards de tonnes de carbone.

Monsieur le Président,

Depuis de nombreuses années, l'Afrique tient à faire entendre sa voix, afin que soit réparé ce que tous s'accordent à reconnaître comme une **injustice historique** à l'endroit de cette partie du monde. La récurrence des conflits sur le continent en appelle, plus que jamais, à **une meilleure gouvernance internationale**.

En effet, comment régler, dans le cadre des Nations Unies et de son Conseil de sécurité, des crises et des conflits qui concernent l'Afrique, sans une participation effective de ce continent, où, du reste, se déroulent plus de 60 % des opérations de maintien de la paix ?

Il y a là, ce me semble, à la fois de l'incohérence et quelque **anachronisme** qui devraient nous interpeller. C'est pourquoi, il nous paraît essentiel que soient prises en compte les préoccupations africaines exprimées à travers la pertinente **Déclaration de Syrte** et l'historique **Consensus d'Ezulwini** auxquels nous restons fermement attachés.

L'Afrique, qui est aujourd'hui un acteur majeur dans le monde, doit prendre toute sa place - avec ce que cela induit en termes de droits et devoirs - **au sein d'un Conseil de sécurité réformé**. Un Conseil que nous voulons évidemment plus transparent, plus dynamique, plus démocratique et plus représentatif de la formidable diversité de notre monde.

Monsieur le Président,

Au nombre des défis auxquels la Communauté internationale face aujourd'hui, figure en bonne place **la crise libyenne. Certes, au cours des derniers mois, des avancées appréciables ont été obtenues dans ce dossier.** Grâce aux efforts conjugués des Nations Unies, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, de la Ligue Arabe, des pays voisins de la Libye et des entités de bonne volonté. Des efforts « boostés », si je puis dire, par le **Processus de Berlin**, qui a créé une dynamique nouvelle dans la recherche des solutions de sortie de crise.

Mais, pour que soit tenu le pari des élections générales prévues pour se tenir dans les mois à venir et qui sont attendues comme un tournant décisif dans l'histoire de ce pays, il faut que toutes les parties prenantes regardent dans la même direction et persévèrent dans la mise en œuvre des décisions prises à Berlin. Des décisions qui ont fait l'objet d'un suivi régulier et assidu à Munich, à Genève, au Caire, à Tunis, à Oyo, à Alger et ici même à New York, il y a encore quelques jours.

Ces décisions, faut-il le rappeler, concernent essentiellement :

- la consolidation du cessez-le-feu ;
- le respect de l'embargo sur les armes ;
- l'unification des institutions militaires et financières ;
- le retrait graduel, consensuel et équilibré des combattants étrangers...et ce, sans préjudice pour les pays voisins.

Pour le Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye, que préside le Président **Denis Sassou Nguesso** - au nom de qui j'ai l'honneur de parler devant vous - **aucune ambiguïté ne devrait être permise sur ces points.**

Le Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine considère que, tout en cheminant vers ces échéances électorales, **les Libyens doivent absolument approfondir le dialogue entre eux.** Ils doivent **transcender les rancœurs** accumulées et apprendre à se pardonner. Ils doivent **briser les barrières sectaires** qui les embastillent parfois. Ils doivent **établir, partout, ponts et passerelles**, entre les tribus, entre les autorités coutumières et autres communautés religieuses.

Ce n'est qu'à ce prix, pensons-nous, qu'ils pourrons donner une chance définitive à la paix et ouvrir une perspective historique nouvelle pour leur pays.

Pour sa part et fidèle à ses convictions panafricanistes, le Président Denis Sassou Nguesso réitère, par ma voix, son engagement à poursuivre sa mission à la tête du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye.

Il réitère son engagement à accompagner jusqu'au bout nos frères libyens sur le chemin du dialogue inclusif, de la réconciliation nationale et de la reconstruction de leur beau pays.

Monsieur le Président,

Pour terminer, je voudrais me réjouir de cette volonté inébranlable que nous, humbles serviteurs de nos nations alliées - de génération en génération, depuis 1945 - je voudrais me réjouir de cette ferme volonté **que nous avons toujours eue en partage au sein de ce Cénacle de la responsabilité globale.**

Volonté chaque fois renouvelée à cette tribune d'œuvrer à l'avènement **d'une humanité généreuse et fraternelle.**

Volonté chaque fois réaffirmée avec fidélité de travailler à l'avènement **d'un monde de paix et de justice.**

Un monde de liberté et d'égalité.

Un monde où la prospérité doit véritablement être en partage entre les Nations.

Je vous remercie.